DEUXIÈME ANNÉE — N° 58 LE NUMÉRO : 0 fr. 50 JEUDI 21 OCTOBRE 1937

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS

LA LUTTE OUVRIÈRE

Rédaction-Administration - **15, passage Dubail** (54, Bd. Magenta) **Paris X^e**
ABONNEMENTS
France : 1 an : **22 frs.** ; 6 mois **11 frs.** ; 3 mois **5 frs.**
Etranger : 1 an : **40 frs.** ; 6 mois **20 frs.** ; 3 mois **10 frs.**
Compte Chèque Postal : **Alfred BARDIN** : n° **1907-81 Paris**

Ouvriers révolutionnaires,
LA ROCQUE
exige l'interdiction de notre Congrès
Répliquez en adhérant au P. O. I. !
(Voir article page 4)

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste) - Section Française de la 4e Internationale

CONTRE LA VIE CHÈRE CONTROLE OUVRIER !

APRÈS LES ÉLECTIONS CANTONALES

Pour la "stabilité" avec les radicaux ou pour la lutte directe contre le capital !

CHACUN a signalé l'intérêt politique que revêtait la consultation électorale même au travers du scrutin contonal, le plus réactionnaire de tous.

En particulier le Parti « Communiste » d'une part, les partis fascistes d'autre part, ont fait un très grand effort de propagande. Ce n'est pas cependant une raison pour donner aux résultats numériques eux-mêmes, une valeur absolue. Il faut corriger toute tentative de donner un sens absolument rigoureux aux chiffres par la considération du caractère réactionnaire du scrutin, lié aux personnes et aux intérêts locaux; le fait qu'il s'est agi non pas tant d'une consultation des masses ouvrières (8 millions); mais avant tout d'une consultation de la petite bourgeoisie, de LA PAYSANNERIE (7 à 8 millions). Sous ces réserves la statistique électorale peut servir de base pour déterminer l'orientation d'ensemble. Les résultats brutaux du second tour se résument ainsi :

LES S.F.I.O. PASSENT DE 163 à 234 SIEGES.
LES COMMUNISTES passent de 10 à 41 SIEGES.
LES RADICAUX passent de 568 à 526 SIEGES.
L'U.R.D. passe de 231 à 240 SIEGES.

Au premier tour, on pouvait déjà noter nettement : perte de sièges des radicaux; gains des S.F.I.O.; gains, quoique moins importants des « communistes ». Une sélection au sein des partis modérés et réactionnaires en faveur de l'U.R.D. et du P.S.F. Les candidats du P.S.F. qui se camouflent sous des étiquettes diverses « d'union » étaient, d'après les statistiques du colonel des fonds secrets, lors du premier tour : élus, 92; ballotages, 125 ; battus, 42 pour les Conseils généraux.

Enfin, les chiffres globaux montrent que ce qu'on appelle le « Front Populaire », s'assure un pourcentage des voix de 64,5, contre 35,5 à la réaction. En 1931, le pourcentage était de 57,2 %.

QUE SIGNIFIENT CES CHIFFRES ?

TOUT d'abord SENS GENERAL: malgré les faillites, la vie chère, les capitulations, la paysannerie, la petite bourgeoisie va vers la gauche. Elle voit l'ennemi principal.

Toutes les observations concordent sur ce point : les radicaux perdent sensiblement au profit des S.F.I.O., dans les campagnes.

La « stabilité » relative des radicaux, c'est-à-dire le fait qu'ils n'ont pas perdu davantage, M. de Kerillis en a donné la raison, outre celle tirée du caractère du scrutin : toutes les fois qu'ils l'ont pu les fascistes et les réactionnaires nationaux ont voté pour le radical.

D'où vient que les « communistes » qui dans l'ensemble gagnent n'aient pas obtenu, l'avance foudroyante, escomptée ?

Il est indiscutable, que dans la classe ouvrière des grands centres industriels en raison de la phraséologie revendicative, la tradition de lutte du P. C., son ministérialisme de coulisse combiné à la phrase d'opposition, il y a une orientation qui va des S.F.I.O., vers les communistes.

LA CLASSE OUVRIERE dans l'ensemble voit dans le chauvinisme staliniste les flatteries aux radicaux, « une manœuvre ». Elle va de l'avant. Elle veut de l'action.

Auprès de la petite bourgeoisie des villes de province et surtout de la paysannerie, la question se présente un peu différemment ; elle se pose de la manière suivante : qui va prendre la place des radicaux ?

Or à cette question les « COMMUNISTES » répondent en se montrant aussi radicaux que les radicaux, en louant le Sénat, en repoussant tout « avenant » Ils ne peuvent ainsi que renflouer dans toute la mesure du possible les politiciens tarés du radicalisme.

LES CHEFS S.F.I.O., en ce qui les concerne, ont une attitude qui a consisté au fond à être et à rester les instruments gouvernementaux de la bourgeoisie radicale ; mais dans la propagande ils font des phases contre les radicaux, contre le Sénat, et pour l'avenant, depuis la chute de Blum.

LES phrases, LE PAYSAN LES INTERPRETE DE LA MANIERE SUIVANTE: il faut aller plus loin, il faut briser le Sénat, il faut exproprier les trusts. C'est pourquoi, ne voyant point dans le Parti Communiste une politique plus avancée, n'étant point, comme les ouvriers entraînés par le dynamisme des luttes revendicatives, ou bien il maintient son vote pour le S.F.I.O., ou bien il quitte le radical pour le S.F.I.O.

Ajoutons que les tragédies de Moscou, la phraséologie guerrière de « l'Huma », n'ont pas encore fait masquer la confiance de la classe ouvrière pour le Parti Staliniste; mais en revanche, elles contribuent à empêcher le paysan méfiant de faire une confiance enthousiaste au Staliniste. La S.F.I.O., profite momentanément d'une manière assez sensible de cette situation, auprès de ces couches moyennes de la population.

Telle est donc la signification générale des élections cantonales : MALGRE LA FAILLITE, LES DECEPTIONS, LES TRAHISONS, LE PEUPLE TRAVAILLEUR DES CAMPAGNES DIT A L'OUVRIER : JE SUIS PRET A TE SUIVRE. ENCORE PLUS A GAUCHE. AU DELA DU PROGRAMME DU FRONT POPULAIRE. CONTRE LE SENAT ! CONTRE LE CAPITAL !

Mais que répondent les partis officiels ?

LES FASCISTES, LA REACTION veulent un état fort qui en finisse avec la C.G.T., avec les ouvriers communistes, avec l'avant-garde « trotskyste », et qui brise les 40 heures.

LE PARTI RADICAL est prêt à exécuter une partie du plan des fascistes et du patronat de combat : contre les 40 heures, contre les ouvriers. Pour Chautemps « la pause » doit continuer.

Du côté du PARTI « SOCIALISTE », les Ministres, eux continuent la « pause », et Dormoy déclare que le pays « restera fidèle à son gouvernement ». Mais les militants ont voté pour « l'avenant », contre le Sénat, contre Chautemps-Bonnet.

LA LUTTE OUVRIERE.

(Lire la suite page 3, 1re colonne)

HALTE AU GUEPEOU

Après Moscou, Madrid, Lausanne, le Guépéou prépare de nouveaux crimes à Paris.

L'ASSASSINAT *d'Ignace Reiss* a soulevé l'indignation dans le mouvement ouvrier. Après les assassinats en Russie et en Espagne, il a montré que Staline ne reculerait pas devant les mêmes méthodes de lutte *en France* et dans le monde entier. Fusilier, voilà le [illegible] du fin de la politique stalinienne.

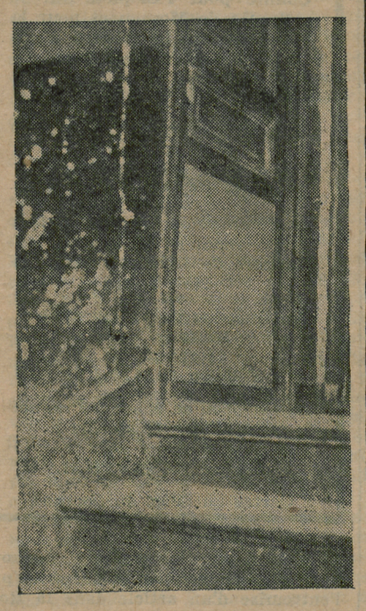
Cependant, il est caractéristique que toute la presse n'a pas osé dire que Reiss a été abattu *par la Guépéou*, parce qu'il avait *adhéré à la IVe Internationale.*

Comme nous l'avons déjà écrit, trois complices sont arrêtés : *Renate Steiner*, en Suisse, *Duconnet* et *Smirensky* à Paris. Ces deux derniers sont inculpés dans une enquête pour « assassinat et association de malfaiteurs ».

Mme I. Reiss s'est constituée *partie civile* dans cette enquête, devant le juge Béteille, par l'organe de Me *Gérard Rosenthal.* Mme Reiss se constituera en même temps partie civile en Suisse. La lumière devra être faite sur ce crime et ses auteurs, bien que Staline fera tout ce qui est en son pouvoir pour l'empêcher.

Mme Reiss *ainsi que son enfant*, sont déjà l'objet de menaces précises. Les tueurs n'abandonnent pas la partie. A signaler que *l'Humanité*, ce journal si bien informé, *est muet sur cette affaire*, où ses patrons sont pris la main dans le sac.

Tous les militants ouvriers doivent savoir la vérité. Tous ceux qui voudront assister à l'Assemblée d'Information, annoncée d'autre part, pour le jeudi 28 octobre, consacrée à cette affaire, pourront se procurer des cartes au Siège du Journal.



A L'INSTITUT de la Rue MICHELET
la porte fracturée par le GUÉPÉOU

ON n'a pas oublié que dans la nuit du 13 au 14 novembre 1936 (il y a près d'un an), *l'Institut d'Histoire Sociale*, 7 rue Michelet, fut cambriolé et une partie des archives de Trotsky qui s'y trouvaient, enlevées. Le coup avait été fait *par la Guépéou*, de toute évidence. Elle croyait y trouver des arguments pour le deuxième procès de Moscou qui était en préparation. En effet, il eut lieu un mois après.

Naturellement, la Sûreté ne parvint à arrêter personne.

(Lire la suite page 2, 1re colonne)

TOUS VENDREDI
à 20 h. 30
au Meeting de Wagram

LA FRANCE AUX TRAVAILLEURS !

LA GRANDE DÉTRESSE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS...

"L'AMI HERRIOT" et les travailleurs immigrés

Depuis plus de trois semaines la campagne contre les travailleurs immigrés bat son plein. De la « gauche » jusqu'à la droite une harmonie presque parfaite se manifeste dans l'attaque contre les travailleurs immigrés. Voyons de plus près les buts réels de cette attaque qui en profondeur et en envergure dépasse tout ce qu'on a vu jusqu'à présent.

Harmonie presque parfaite en effet, car *l'Humanité* s'est empressée d'ajouter au cri chauvin : « La France aux Français » des commentaires jésuitiques : Thorez précisait à la réunion du 28 septembre au Vel-d'Hiv' qu'il ne s'agit pas de « chauvinisme » mais de la défense du peuple français « ainsi que des émigrés honorables » (!).... contre les attaques des agents étrangers. Les communistes se sont contentés de formuler le terme, le véritable sens de cette honorabilité devait être exprimé par « l'ami Herriot ». Celui-ci a pris la question de biais. Le *Temps* rapportait avec satisfaction le discours prononcé à Lyon le 9 octobre qui commence par une attaque contre le petit détaillant étranger qui constitue soi-disant un danger pour le petit commerce français.

« Il m'a été donné, dit M. Herriot, de m'apercevoir qu'un certain nombre d'étrangers, qui ne peuvent pas se procurer de carte de travail prennent, parce que cela leur est plus facile (!!) des cartes de commerçants. Les renseignements que j'ai recueillis m'ont amené à constater que beaucoup de ces commerçants improvisés sont des agents de maisons étrangères qui font du « dumping ».

Ce n'est pas le gros commerce et le fardeau fiscal qui écrasent le petit commerce, mais... c'est le détaillant étranger qui en est la cause ! Mais ce n'est pas encore là le véritable crime. « Le danger provient de la présence de très nombreux ouvriers étrangers en France.

» ...Pour moi, continue Herriot, je divise les étrangers qui viennent chez nous en trois catégories. Il y a d'une part de bonnes gens qui sont connues depuis longtemps, dont les enfants, nés en France, ont fait leur service militaire en France ou qui ont épousé des femmes françaises. Ceux-là il est de notre intérêt de les naturaliser, d'en faire des citoyens français. »

» ...Il y a d'autre part les indésirables. Ceux-là mettez-les à la porte (ordre au « camarade » Dormoy). La France n'est pas faite pour servir de dépotoir aux autres nations. La troisième catégorie ne sera plus composée dans ces conditions, que d'un petit « flottant » temporaire.

(Lire la suite page 2, 6e colonne)

ANNIVERSAIRE

Il y a 20 ans...

..8 *OCTOBRE* 1917. — *Le Soviet de Pétersbourg s'occupe de la question de la réélection du présidium.*

Tcheidzé, déclare que Tséretelli, Tchernov, Goltz, Liber, Dan et Skobéliev sont décidés à abandonner leurs mandats, à la suite de l'adoption d'une résolution bolchevique lors de la dernière séance du Soviet.

Kameniev (*assassiné par Staline en* 1936) *fait observer au nom de la fraction bolcheviste que le Soviet de Pétrograd doit avoir un présidium répondant aux forces respectives des partis dans le Soviet. Jusqu'ici, ni les bolcheviks, ni les socialistes n'ont été représentés dans le Présidium.*

Brontzov, Martov *et* Léon Trotsky — *lequel vient de sortir de prison et parle pour la première fois au Soviet — soutiennent le point de vue de Kaméniev.*

Ce dernier présente la résolution suivante qui sera votée par 519 *voix contre* 414 *et* 67 *abstentions.*

« Nous proposons qu'on élise le Présidium d'après le système de la proportionnelle, c'est-à-dire que le Présidium actuel soit complété de façon proportionnelle, par des membres des fractions non représentées. »

Après le vote de cette résolution les bolchevicks entraient en majorité au Présidium du Soviet de Pétrograd et à une forte majorité Léon Trotsky *en était élu président, à la veille de la Révolution d'Octobre, dont nous allons célébrer cette année le* 20e *anniversaire.*

LE P. O. I.
VA PARLER AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

Le 30-31 Octobre et 1er Novembre
se tiendra le
3e Congrès National du P. O. I.
Voir page 4

HALTE AU TERRORISME STALINIEN !

Les agents du Guépéou arrêtés, Smirenski, Ducomet et Monnerot préparaient DE NOUVEAUX ASSASSINATS, MILITANTS EN GARDE !

Mais aujourd'hui, plusieurs agents de la Guépéou notoires, sont sous les verrous. *Ils ne sont certainement pas ignorants des entreprises staliniennes sur tout ce qui concerne la lutte contre le trotskysme à Paris.*

G. Rosenthal, avocat de L. Sedov, qui avait porté plainte à l'époque, vient en effet d'adresser la lettre suivante au juge Barrué :

« *A la suite de l'assassinat d'I. Reiss près de Lausanne, des arrestations ont été opérées, dont celle de Smirenski. Les circonstances de l'attentat l'apparentaient sans aucun doute au vol des archives de L. Trotsky, à l'Institut de la rue Michelet... Plus précisément encore, il n'est pas besoin de souligner auprès de vous les constatations relevées au cours de l'instruction* dans cette *affaire qui appelle impérieusement l'audition de Smirenski avant qu'il soit déféré aux juridictions qui le réclament.* »

Dans une déclaration du 10 mars 1937, aussi remise au juge, Trotsky avait écrit précédemment :

« *La façon d'agir des voleurs qui ont recherché et emporté uniquement mes papiers dévoile avec une pleine certitude les véritables organisateurs du vol. In feci cui prodest. Si le chef de la Section parisienne de la Guépéou avait laissé sur la table du local de l'Institut sa carte de visite, il aurait ajouté par là fort peu de choses aux autres indices. En outre, comme je l'ai déjà dit, dans des lettres écrites avant le vol, j'avertissais mon fils qu'il fallait s'attendre avec certitude de la part de la Guépéou à des attentats contre mes archives. Les documents volés ont été, sans aucun doute, emportés à Moscou dans des valises diplomatiques...* »

Le 15 novembre 1936, L. Sedov avait déclaré à propos du vol de la rue Michelet : « Ces méthodes de gangstérisme politique deviennent un système. Hier, c'était le procès de Moscou, monté de toutes pièces, suivi de l'assassinat des innocents. Aujourd'hui, le sac d'un Institut Sociologique. D'autres surprises nous attendent. La Guépéou ne s'arrêtera pas d'elle-même dans cette voie. »

Le meurtre de Navachine

EN effet, le 25 janvier 1937, la Guépéou abattait l'économiste Navachine, au bois de Boulogne. Les journaux publièrent alors la déclaration suivante de Trotsky :

« *Dimitri Navachine connaissait trop de choses au sujet du procès de Moscou. Dernièrement, des agents de la Guépéou ont volé mes archives à Paris. Hier, ils ont tué Navachine. Maintenant je crains que mon fils, qui est considéré comme l'ennemi public numéro* 1, *ne soit leur prochaine victime.* »

La presse du Front Populaire couvrit ces bons amis staliniens. Tous ces parlementaires peureux sont effrayés par la Guépéou. « L'alliance russe » sert de chantage. Quant aux fascistes, ils se réjouissaient de voir la sinistre besogne de Staline contre la IVe Internationale.

Encouragée par cette impunité, la Guépéou mit debout *un plan mondial d'assassinat des trotskystes.* C'est ce plan qu'elle a commencé à exécuter en Espagne et en Suisse (sans parler de la Russie.

La question du terrorisme stalinien intéresse tout le prolétariat. N'importe qui est en désaccord avec Staline est menacé dans sa vie. *Les socialistes le savent. Le ministère de l'Intérieur connaît parfaitement l'organisation de la Guépéou en France.* Mais on sait bien que la collaboration entre toutes les polices secrètes est une chose normale.

C'est aux organisations ouvrières à se prémunir directement pour la défense de leurs militants et de leurs idées !

Roman Well et Sénine complices de Smirenski ?

IL y a longtemps que les deux frères *Sobolevicius*, connus sous le nom de *Roman Well* et *Sénine*, sont soupçonnés de travailleé pour la Guépéou. Lithuaniens, ils parlent le russe, l'allemand, le français. Well fit, comme G. Schildbach, des séjours à Barcelone cette année, pendant lesquels il s'efforçait de repérer les militants de la IVe Internationale (sous la couverture d'une pseudo mission médicale). Well et Sénine ont été dans notre organisation jusqu'en 1932. Depuis cinq ans, ils ont servi d'agents provocateurs staliniens dans les milieux émigrés en France. Ils ne serait pas impossible qu'ils aient été des collaborateurs de Smirensky.

Le croate Tzervintchich avait été mitraillé par le Guépéou.

On se souvient que vers la mi-août, le Yougoslave *Tzervintchich* fut criblé de balles par les occupants d'une automobile, au moment où il rentrait chez lui, 41, rue Denfert-Rochereau. Tzervintchich réchappa à la mort.

Dans une déclaration écrite, il vient d'affirmer *qu'il a été mitraillé par les agents de la Guépéou*, qu'il connaît. Nous ignorons encore la personnalité véritable de Tzervintchich, mais son témoignage ne peut plus être passé sous silence.

L'agent Stalinien Monnerot, de l'A. E. A. R., Arrêté !

Il avait participé à la pseudo-perquisition chez J. Maurin. L'Humanité *le laisse tomber.*

LE 14 juin dernier, la Guépéou avait fait une « perquisition chez la femme de Joaquin Maurin à Paris. Six hommes, se prétendant agents de la Sûreté Générale, avaient fait une perquisition minutieuse. *La Lutte Ouvrière* a relaté ce fait en son temps. En fait, les six hommes étaient des agents de la Guépéou, qui essayèrent par ce moyen de trouver des « preuves » de la soi-disant liaison du P.O.U.M. et des fascistes.

La police vient d'arrêter l'un des six agents, le Martiniquais *Marcel Monnerot*, 41, rue Blomet. Ce Marcel Monnerot est un membre du Parti Communiste, fréquentant les milieux intellectuels et artistiques

EN ESPAGNE

Les Tueurs à l'œuvre

Les leaders républicains tels que Portela Valladares, accueillis avec des honneurs en Espagne « républicaine ». Le gouvernement Negrin se préparant malgré les démentis, à s'installer à Barcelone, afin de réduire les derniers restes de l'autonomie catalane et de la poussée révolutionnaire du prolétariat espagnol. De nouvelles arrestations par dizaines de militants anarchistes, dont l'ancien conseiller à l'assistance sociale du gouvernement de Catalogne. Le gouvernement stalino-bourgeois de Valence ne recule devant aucun gage aux cercles dirigeants de Paris et de Londres qui, néanmoins, n'ont pas hésité à livrer l'Espagne une fois de plus à l'offensive que cette fois Mussolini espère devoir être la dernière.

Pendant ce temps, la Guépéou ne perd par un instant, de Madrid à Barcelone, pour régler de plus en plus ouvertement ses crapuleuses vengeances.

Après l'assassinat de Nin, l'enlèvement de Mark Rhein, celui de notre camarade Erwin Wolf, les agents de Yejov à Barcelone ont fait disparaître le militant révolutionnaire allemand Kurt Landau (Wolf Bertram).

Kurt Landau était accusé depuis des mois par les staliniens d'être « l'agent de liaison entre la Gestapo et le Poum. Cela ne laisse aucun doute sur le sens de son enlèvement et sur les auteurs de celui-ci.

Venu au mouvement révolutionnaire en Autriche dès après la guerre et ayant adhéré au P. C. autrichien dès sa fondation, Kurt Landau en était exclu en 1926 à cause de sa solidarité avec Trotsky. Militant ensuite depuis 1929 en Allemagne, il adhéra en 1930 à l'Opposition internationale de gauche. Travaillant dans « Leninbund » d'Urbans, dans la tendance marxiste, il fonda à la fin de 1932 un groupe particulier : « Der Funke ». Après la venue d'Hitler au pouvoir, il fut obligé d'émigrer en France. En novembre 1936 il partit en Espagne pour renforcer les rangs des combattants révolutionnaires et collabora avec le P.O.U.M.

Depuis des années, il se savait poursuivi par la haine des staliniens. Le 22 septembre, il était enlevé d'une petite maison des environs de Barcelone par deux hommes, l'un en uniforme et l'autre en civil. La préfecture de police de Barcelone a déclaré à toutes les questions qu'elle n'avait aucune information sur le sort de Landau et qu'il ne se trouvait dans aucune prison officielle. Nous assistons donc à la répétition du scénario des enlèvements de Nin, Mark Rhein et Erwin Wolf.

Suivant certaines informations qui nous sont parvenues, le cadavre de Landau aurait été découvert dans une des maisons que les staliniens utilisent à Barcelone pour l'exécution de leurs basses œuvres.

Si cette information n'est pas confirmée, il n'en restera pas moins que le sort de Nin menace Kurt Landau, comme il menace Erwin Wolf, sur le sort duquel nous avons eu également les informations les plus alarmantes.

Par ailleurs, nous apprenons qu'une nouvelle série d'arrestations ont été effectuées parmi les militants du P.O.U.M. qui avaient pu jusqu'à présent échapper à la police stalinienne.

Ont notamment été arrêtés il y a quelques jours : Willebaldo Solano, secrétaire général des Jeunesses communistes ibériques; Juan Vila, ancien commissaire politique de la « Division Lénine »; José Marti, secrétaire du Comité régional du P.O.U.M.; Joseph Comabella, membre du C. E. du P. O. U. M.

PRÉMÉDITATION

Au mois de juillet, le « Présidium du Comité Exécutif » de l'Internationale soi-disant communiste a voté une résolution contre la IVe Internationale reproduite par les agences staliniennes du monde entier. Cette résolution préparait la série d'attentats, qui a commencé hors d'U.R.S.S., par l'assassinat de Nin en Espagne, puis celui de Reiss en Suisse, et qui doit se poursuivre en France.

Dans cette résolution, Staline a personnellement dicté les lignes suivantes : la situation « exige de la part des sections de l'I.C. une attention D'AUTANT PLUS GRANDE QUE LE MOUVEMENT OUVRIER DE CES PAYS NE DISPOSE PAS DES MOYENS DE DEFENSE QUI SONT AUX MAINS DE L'ETAT PROLTARIEN ». Comme mesure, elle indique « UN COURS SPECIAL DE LUTTE CONTRE LE FASCISME ET SON AGENCE TROTSKYSTE ».

Ces ordres n'ont qu'un sens : la Guépéou se prépare à intervenir ouvertement dans le mouvement ouvrier international avec ses provocateurs, ses terroristes, ses tueurs.

La résolution de l'I. C. établit clairement la préméditation la plus cynique. Elle est publiée par la CORRESPONDANCE INTERNATIONALE du 11 septembre 1937, page 891.

Notre parti et notre mouvement international sont avertis. Nous savons que des attentats sont en préparation, nous savons que Staline ne recule devant RIEN pour couvrir les traces de ses crimes, pas même devant le camouflage de SES AGENTS PROVOCATEURS OU FASCISTES RUSSES, ALLEMANDS OU FRANÇAIS.

Ils trouveront la riposte nécessaire et la mise à nu de leurs plans criminels. Ces messieurs ont farci la Sûreté générale et le 2e Bureau de faux, dirigés contre nous par la Guépéou. Mais aujourd'hui, il s'agit de leurs vrais crimes.

Le P. O. I. et les J.S.R. s'adressent à toute la classe ouvrière pour qu'elle exige avec eux : L'EXTIRPATION DE SES RANGS DES TERRORISTES STALINIENS ! Travailleurs, en garde !

Comité pour l'Enquête sur le Procès de Moscou et pour la Défense de la Liberté d'opinion dans la Révolution.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

le Jeudi 28 octobre à 20 h. 30 à la Mutualité

sous la présidence de

Madame CESAR CHABRUN

La Commission internationale a rendu sa décision

Rapport de Rosmer, retour de New-York

La Guépéou tue à Lausanne : L'affaire Reiss

Rapport de

Félicien CHALLAYE

La Guépéou en échec à Prague: L'affaire Goglewitz

Rapport de

Gérard ROSENTHAL

Cartes au Siège du Journal.

Si je venais à disparaître...

...Je veux donc prévenir l'opinion publique que, malgré tout ce que j'ai vécu durant ces derniers temps, je n'ai nullement perdu mon équilibre moral, et ma confiance dans la vie. Je ne suis donc aucunement incliné à me suicider, ni à disparaître. Si quelque chose m'arrivait, c'est du côté de Staline, et non ailleurs, qu'il faudrait rechercher la cause.

L. SEDOV,

(Publié dans « Accusé, j'accuse ! », le 4 Février 1937.)

EN INDO-CHINE

Traître, espion... mais c'est un stalinien !

En même temps que nous admirons l'attitude courageuse et digne de Ta-Thu-Thau, nous soumettons aux commentaires de nos camarades le fait suivant :

A l'instruction, le stalinien Tran-Van-Hiên, gérant du journal *Avant-Garde* dénonça toute l'activité de ses propres amis et naturellement des nôtres. La lâcheté et l'ignominie de l'individu étaient repoussantes à tel point que son avocat *M. Loye* a refusé publiquement de prendre sa défense.

La valetaille stalinienne peut toujours crier : Traîtres, espions. Mais espions et traîtres sont dans ses rangs !

TA-THU-THAU a cessé la grève de la faim

Notre vaillant camarade Ta-Thu-Thau qui, à la suite de l'incarcération arbitraire imposée par le socialiste Moutet et son compère Brévié, avait pendant 22 jours fait la grève de la faim, s'est alimenté enfin. Son état général reste bien précaire. On se souvient que Ta-Thu-Tau avait dû être transporté de la prison de Saïgon à l'hôpital.

Malgré sa triste condition physique, le vaillant bolchevik-léniniste Thau vient d'être à nouveau condamné pour avoir pris la défense des travailleurs annamites victimes de la répression impérialiste la plus inhumaine et la plus féroce.

EN AFRIQUE DU NORD

LES BIENFAITS DU FRONT POPULAIRE

Nous recevons du Maroc les informations suivantes :

« A El Menzel, après les événements qui ont amené la mort du caïd Larbi on a envoyé un peloton de spahis patrouiller dans la région. *Les dirigeants nationalistes ont été destitués de leurs biens. Les militaires dans chaque village qu'ils traversent réquisitionnent brutalement les logements, massacrent les bestiaux pour la nourriture disent-ils, de la troupe, violent les femmes.* Le mécontentement va grandissant.

« A Marrakech, près de QUATRE CENTS militants du mouvement nationaliste sont arrêtés. On vend leurs biens. On les ruine totalement. »

Le gouvernement Blum-Chautemps avec son représentant Sarraut, trace profondément la voie au fascisme en Afrique du Nord.

FRONT UNIQUE DE LUTTE ENTRE TOUS LES EXPLOITES, ENTRE TOUTES LES FORCES REVOLUTIONNAIRES POUR ARRETER L'ODIEUSE REPRESSION, *pour imposer les libertés démocratiques et le pain en Afrique du Nord.*

Au secours d'Erwin WOLF

Le gouvernement espagnol déclare avoir remis Erwin WOLF en liberté le 13 Septembre, à Valence.

C'est donc le Gépéou qui l'a fait disparaître depuis.

Aucune nouvelle n'a encore été fournie sur *Erwin Wolf*. A Valence, Madrid et Barcelone, la police russe continue à régner en maîtresse. Par milliers, les militants révolutionnaires sont incarcérés. La Guépéou séquestre et tue qui il lui plaît, sans besoin de rendre compte à quiconque.

Erwin Wolf avait été transporté à Valence. Les mouchards staliniens veulent l'assassiner, comme ils ont assassiné Nin et bien d'autres. Seule la protestation énergique du prolétariat peut faire reculer les bourreaux.

La IIe Internationale a adopté une résolution sur l'enlèvement de Marc Rein (le fils d'Abramovitch, membre de l'Exécutif de l'I.O.S.). Mais le *Populaire* n'ose pas la publier. La nouvelle nous parvient aussi de l'assassinat de *W. Bertram*, militant autrichien émigré qui collaborait à la direction du POUM. Il a été assassiné dans sa cellule par la Guépéou.

Sauvons LADMIRAL !

En dernière heure nous apprenons que Gaston Ladmiral, membre des J.S. vient d'être condamné à mort à Madrid.

Exigez sa libération immédiate !

Protestez auprès de l'Ambassade d'Espagne !

? ?

Quelle est la vie des « cols bleus », leurs souffrances, leurs actions, leurs espoirs ?

Que fut la guerre maritime de 1914-1918, la vie de ceux des Dardanelles et de Dixmude ?

Quel rang la marine de guerre occupe vis-à-vis des autres pays ?

Quelle est son organisation, son fonctionnement, ses forces, ses possibilités ?

Quand le saurez-vous ? bientôt, par une enquête sérieuse de LA LUTTE OUVRIERE.

LA FRANCE AUX TRAVAILLEURS

Suite de la première page

Arrêtons-nous là. C'est clair. Sont « honnorables » tous ceux qui acceptent d'être de la chair à canon, qui acceptent de servir le brigandage de l'impérialisme français, c'est-à-dire tous ceux qui dans un sens ou dans un autre marcheront à la guerre qui se prépare.

« Indésirables » sont tous les éléments révolutionnaires qui, traqués d'un pays à l'autre, sont venus en France. Nous disons révolutionnaires, car toute la racaille fasciste de l'Ovra à la Gestapo aura toujours le concours bienveillant de la police française pour régler en commun le compte des « indésirables ». Voilà ce qui se cache derrière les phrases, derrière les promesses du statut juridique aux travailleurs immigrés.

Aujourd'hui le pays est mûr pour la guerre. Un nettoyage de l'immigration s'imposait à la bourgeoisie :

1° Comme chantage contre les hésitants;

2° Comme pression et répression contre l'immigration dans son ensemble;

A ce propos, il est bien de rappeler ce qu'écrivait la presse stalinienne il y a un mois :

Dans le journal *Fraternité*, Allrad, membre du Comité Central du Parti Communiste saluait le discours de Dormoy à Lens (Bravo camarade Dormoy) dans lequel le ministre de l'Intérieur, parlant à l'Amicale Franco-Polonaise, s'est borné à faire une discrète allusion au statut juridique (la grande promesse avec laquelle on a trompé les travailleurs); *Fraternité* caractérisait la prudence de Dormoy « comme une nécessité diplomatique » (sic).

Voici quelques faits et nous en citerons d'autres :

Dormoy peut se vanter de refouler plus d'immigrés qu'un Régnier, ministre de l'Intérieur (800 refoulements sous Régnier ; 3.000 sous Dormoy !). Il sert à merveille la cause de son maître l'*Impérialisme français.*

Dans nos prochains articles nous examinerons le fameux statut juridique, la misère des travailleurs immigrés et leurs réactions contre le chauvinisme des soi-disants communistes.

(*A suivre.*) J. TESSIE.

Sous le masque du Fascisme

NOUS savons que la Guépéou (qui par une ironie remarquable, est maintenant rattachée au Commissariat aux affaires *intérieures* de l'U.R.S.S. !) travaille directement, en s'appuyant sur des gens sélectionnés dans les partis staliniens.

Mais, depuis pas mal de temps déjà, elle travaille, si l'on peut dire, par personnes interposées, *en essayant de tirer les ficelles dans les milieux fascistes.* On comprend quels résultats elle s'efforce ainsi d'obtenir dans ses provocations contre nous.

Pendant des mois, la Guépéou s'est efforcée de convaincre le gouvernement de mettre les trotskystes « hors la loi » : pour cela, elle lui présentait des dossiers « secrets » soigneusement truffés. Nous savons, par exemple, qu'*après les événements de Clichy*, ces messieurs *présentèrent un télégramme soi-disant envoyé par le P.O.I. à Goering* (sic) *pour lui rendre compte des événements !!!* Il y en a d'autres du même genre. C'est sur ce terrain que M. de Kérillis leur donna un coup de main. C'est aussi pour cela que *l'Humanité* écrivit à plusieurs reprises que les ministres de l'Intérieur et de la Guerre avaient en main les « preuves » de la « collusion du P.O.I. et de la Gestapo ». Mais les faux et les provocations sont destinés à s'effondrer aussitôt mises à nu.

La Guépéou cherche alors à monter des provocations plus soignées, des « attentats » dont la responsabilité pourrait être rejetée sur la Gestapo et la IVe Internationale. A cette tentative se rattachent certainement l'affaire récente *des bombes de l'Etoile.*

Notons d'abord que déjà les staliniens se sont servis des fascistes dans deux cas précis de cet ordre :

1° Lorsqu'une bande de fascistes norvégiens aggressa la maison de Trotsky, *à la veille du premier procès de Moscou;*

2° Lorsque des fascistes mexicains aggressèrent Diego Rivera, au Mexique, quelques jours avant l'arrivée de Trotsky. Dans ces deux cas, il s'agissait de groupes fascistes authentiques, dont des agents de la Guépéou tiraient les ficelles.

En outre, on sait qu'une série des agents dirigeants de la Guépéou *sont des Russes blancs de fraîche date. Koudratilf*, le chef des assassins de Reiss, était il y a 3 ans un chef militaire des Russes blancs. M. Magnin, un des collaborateurs suspects de *l'Humanité*, parle avec plaisir des tendances prohitlériennes chez les Russes blancs. Mais il oublie complètement de parler des tendances staliniennes qui y existent et du travail de décomposition avancé qu'y fait la Guépéou dans le but d'y trouver des agents nombreux.

Nul doute que *Kouchatief* et *Skobline* ne soient pas les seuls dans ce cas. M. Magnien cite *Tourkoul.* On se souvient que le général Tourkoul avait été dénoncé par la Guépéou (par l'entremise d'un article dans la *Rote Fahne* de Berlin). Il y a lieu de penser que les rapports entre Tourkoul et la Guépéou ont pu se modifier depuis.

LA hâte de *l'Humanité* à dénoncer les trotskystes dans l'attentat de l'Etoile est aussi suspecte. Cet attentat n'a pu être mené à bien (c'est-à-dire sans laisser de traces) que par une police secrète d'Etat.

D'après les experts, les bombes sont d'une fabrication exceptionnellement bonne. Seul un laboratoire d'Etat peut fabriquer de pareils explosifs. Peut-être La Rocque, Doriot et autres ont-ils fabriqués de telles bombes dans les laboratoires militaires, afin de compromettre les organisations ouvrières ? C'est possible. Mais le résultat devait se retourner contre eux. Il est plus probable que ce travail a été exécuté par la Guépéou — et peut-être indirectement, au moyen d'agents de deuxième ou troisième catégorie, même *fascistes.* Le but est clair : compromettre les « trotskystes », faire reculer devant la crainte des provocations, la vague gréviste qui renaissait.

L'Humanité s'empressa de mêler les trotskystes aux « cagoulards », que le gouvernement laisse gentiment continuer leur petit trafic, et *elle annonça une Résolution spéciale du Bureau politique contre nous.* Cette résolution ne vit jamais le jour, probablement parce que le mauvais coup avait échoué.

Mais voici mieux :

Dans le *Novoge Russ Koye Slovo*, journal russe publié à New-York, le 22 septembre, se trouve une correspondance de Paris, signée *Andréi Sedikh*, qui est aussi un reporter du journal de Miliovkov : « *Les Dernières Nouvelles.* Examinant les différentes hypothèses relatives aux bombes de l'Etoile, il écrit :

« *On ne doit pas non plus oublier que l'influence des trotskystes dont les méthodes de lutte politique ne sont pas encore bien cristallisées, a considérablement grandi en France. Il est absolument indéniable que les trotskystes pèchent en eau trouble, excitent par tous les moyens les conflits sociaux, tentent de créer des incidents sanglants afin de compliquer autant que possible le régime intérieur en France. Qui peut dire quelle fut le rôle exact des trotskystes durant la période des émeutes sanglantes de Clichy? Beaucoup de trotskystes et d'anarchistes ont complété leur travail, dans la dernière période, par celui de « dinamiteros », qui convient à leurs buts propres, spéciaux. Les ouvriers eux-mêmes doivent négliger leurs éléments extrêmes dans leurs rangs, et chasser les provocateurs qui poussent les masses à tous les excès possibles.* »

Comment douter que cette correspondance a été dictée par la Guépéou?

LA POLITIQUE SYNDICALE

UN AUTRE DANGER

Comment lutter contre les Ententes industrielles Patronales ?

Nous avons vu ici même dans le dernier N° de la Lutte Ouvrière, comment les patrons entendent diriger l'enquête sur la production, dans la stricte observance du « secret commercial », ce beau paravent opposé à la volonté légitime des travailleurs pour connaître le dessous des cartes, c'est-à-dire le détail de l'exploitation éhontée dont ils sont victimes.

Nous avons vu comment ces Messieurs entendent donner à cette enquête, une conclusion conforme au but que leur premier commis Chautemps exprima dans une forme hypocritement enveloppée mais non moins menaçante, en ces termes : « un aménagement des conditions d'application des 40 heures. »

Nous avons vu aussi comment Blum et Thorez, en un jargon plus démagogique, préparent eux-mêmes le terrain audit Chautemps.

NOUS avons ainsi démasqué une des batteries dressées par le patronat contre les ouvriers. Celle-ci, nous devons nous en emparer pour abolir le « secret commercial » des exploiteurs contre les exploités.

Mais il en est une autre contre laquelle il faut combattre jusqu'à sa destruction. Il s'agit de la réalisation du projet des Ententes Industrielles *qui fut cher à Flandin et que l'ex-ministre de l'Economie Nationale Spinasse, reprit en le complétant par la* rationalisation *du travail (lisez : le paroxysme dans l'exploitation de l'ouvrier).*

La réalisation des Ententes Industrielles accompagnées de rationalisation est en cours d'une façon systématique notamment dans les Industries électro-mécaniques et dans l'automobile. Les premiers résultats ne se font pas attendre. Nous en dénonçons quelques-uns d'autre part. En particulier les licenciements de personnel et l'utilisation des petites usines de province par le patronat de la firme Alsthom, les licenciements chez Renault, etc., etc...

Le patronat espère d'autres résultats au moment des conflits. Il compte qu'en cas de grève, les commandes pourront être exécutées à l'extérieur, chez un collègue de l'Entente et la clientèle sera ensuite restituée après la grève. Voilà une autre arme que le patronat se forge contre la classe ouvrière.

CONVENTIONS COLLECTIVES NATIONALES.

IL faut d'abord « scier les pattes » au profit que les industriels retirent de la main-d'œuvre meilleur marché de la province. Il faut aussi sonder étroitement toutes les couches de la classe ouvrière de ce pays en venant au secours des salariés les plus déshérités dans l'application des conventions collectives actuelles (province, manœuvres, femmes, jeunes, etc...). Cela est possible par l'établissement des conventions collectives nationales dans les Congrès que devront tenir tous les délégués ouvriers.

Cependant, la Commission Administrative de la C.G.T. prétend substituer, à la large démocratie des masses travailleuses, une Conférence Nationale des responsables de Fédérations, convoquée hier jeudi 21 octobre, afin d'examiner le problème des conventions collectives nationales. Les travailleurs n'oublient pas que ces dirigeants sont les mêmes qui, en juin dernier leur ont prêché cette pause si profitable au renflouement du patronat apeuré. La classe ouvrière a déjà fait bien souvent l'expérience des tromperies que lui ménagent les bonzes statutaires et réformistes lorsqu'ils réussissent à usurper les pouvoirs de la décision démocratique de tous les exploités.

Pour cette question vitale de l'heure, la décision appartient exclusivement aux délégués d'ateliers de magasins ou de chantiers que vous contrôlez journellement.

STRUCTURE DES ORGANISATIONS SYNDICALES.

DEVANT le renforcement de l'organisation patronale il devient encore plus impérieusement nécessaire « d'établir notre structure en tenant compte de celle du patronat, sans pour cela en copier la forme, mais avec le souci de connaître les bases d'organisation de l'adversaire afin d'obtenir la victoire sur lui. »

C'est un extrait du Rapport d'Organisation au Congrès Fédéral d'Unité des Métaux (25-27 novembre 36). Ce rapport préconise en outre, fort injustement, le fonctionnement, au sein des Sections Fédérales d'Industries, des cartels syndicaux de firmes *ou des* cartels des maisons, *organismes chargés de lier les luttes ouvrières dans les différentes entreprises d'une même organisation économique patronale. Aujourd'hui, il faut y ajouter les* cartels syndicaux des Ententes Industrielles *au fur et à mesure de leur formation (cartel syndical de l'Entente Industrielle de l'Electro-mécanique dès maintenant).*

TACTIQUE DE LUTTE.

NOUS connaissons d'ores et déjà la tactique patronale actuelle pour le fractionnement des conflits par usine. Il désire ainsi faire plusieurs brèches sérieuses, comme celle de la SIMCA, dans le front de lutte prolétarien constitué en juin 1936, avant de passer à l'offensive plus générale.

Dans ce stade, la classe ouvrière doit opposer sa force de masse à chaque offensive partielle du patronat. Chaque revendication ouvrière doit être soutenue par l'ensemble des organisations syndicales de la C.G.T.

Les offensives patronales ne manquent pas et la vie chère en est une qui frappe durement tous les travailleurs. Elles ne cesseront qu'à l'écrasement définitif des exploiteurs, tout autre espoir est chimérique. La perspective est inévitablement à la lutte implacable. C'est pourquoi le patronat fourbit ses armes une par une, et soigneusement. C'est pourquoi la classe ouvrière doit préparer les siennes :

— Vivent les Conventions Collectives Nationales établies par les Congrès de tous les délégués ouvriers !
— Vive la grève générale avec occupation des entreprises !
— Vive le contrôle ouvrier !
— A bas la bourgeoisie spoliatrice !

LA LUTTE OUVRIERE.

Après les Élections Cantonales

(Suite de la page 1)

Le PARTI « COMMUNISTE » continue à demander à Chautemps la retraite aux vieux, l'aide à l'Espagne républicaine, le rajustement des salaires et la lutte contre les spéculateurs, les maîtres et amis de Chautemps-Bonnet !

LES ouvriers, les vieux, les chômeurs, les fonctionnaires s'impatientent. LE COUP EN PREPARATION CONTRE LES 40 HEURES, LA MONTEE TOUJOURS VERTIGINEUSE DES PRIX NE FAIT QU'ACCROITRE CETTE IMPATIENCE.

La situation devient « intenable » pour MM. les chefs « socialistes » et « communistes ». La pression des masses les oblige à choisir entre les radicaux, d'une part, les ouvriers et les paysans d'autre part. Ils choisissent les radicaux, les adversaires du mouvement et des réformes de juin. En revanche, le P.O.I. est sans réserve aux côtés des ouvriers et des paysans, contre l'exploiteur qu'il soit fasciste ou radical. Pour conserver ce qui reste de juin, pour l'échelle mobile des salaires, pour le contrôle sur l'embauchage et le débauchage, pour obliger ces messieurs à mettre BAS LES PATTES DEVANT LES 40 HEURES, pour pendre haut et court les spéculateurs, il faut mener la LUTTE COMME EN JUIN, c'est-à-dire par l'action directe de masse.

SUR LE FRONT OUVRIER

Le Patronat s'organise...

Les licenciements se multiplient aux ALSTHOMS et chez RENAULT !

Pour le vaincre :

Cartels syndicaux des Ententes industrielles !
Convention collective Nationale !
Elargissement des luttes ouvrières !

Les licenciements se multiplient aux Alsthom. Sont déjà licenciés :

Alsthom-Colombes : 100 ouvriers et 20 employés et techniciens.

Alsthom-St-Ouen : 15 employés et techniciens.

Alsthom-Lecourbe : 20 employés et techniciens; parmi les techniciens, la direction de ce trust licencie surtout des dessinateurs.

Pourquoi ces licenciements multipliés ?

Parce qu'une partie des fabrications est cédée progressivement à d'autres entreprises de la même branche d'industrie qui ont constitué avec l'Alsthom, *une entente industrielle de l'électro-mécanique.*

Aux Alsthom on licencie et pourtant le montant des commandes d'une seule des usines Alsthom est passé de *deux millions* 200.000 *francs par mois* pour les 6 premiers mois de 1936 à *trois millions* 500.000 *francs par mois* pour les 8 premiers mois de 1937, ainsi que le signale, dans un tract, le syndicat des techniciens de la métallurgie de la région parisienne. Et le tract ajoute:

« De la comparaison de ces deux nombres, et compte tenu de l'augmentation moyenne des prix du matériel, il ressort que le volume des effectifs a augmenté de 10 pour cent.

« Après l'application des 40 heures et l'augmentation du volume de ses affaires, l'Alsthom aurait dû accroître l'effectif de cette usine de 18 pour cent.

« Or, l'embauche n'a été que de 3 pour cent.

« *Résultat :* 8 millions de francs de commandes en retard, retard qui s'accroît à la cadence de 500.000 francs par mois. »

Est-ce que l'enquête sur la production tiendra compte de ces données ? Non, elle s'oriente avant tout sur les rapports de messieurs les patrons.

Le patronat de l'électro-mécanique est donc puissamment organisé; l'entente industrielle patronale par branche d'industrie impose une organisation et une tactique de lutte nouvelles pour la classe ouvrière : cartels syndicaux des ententes industrielles, convention collective nationale, pour vaincre le patronat, élargissement des luttes sur le plan national.

CHEZ RENAULT

250 dessinateurs travaillent au bureau d'études la semaine dernière 30 d'entre eux recevaient un avis de licenciement ainsi que 22 employés.

Dans le même temps le patronat exploiteur de chez Renault *rationalise.*

90 camarades femmes ont été licenciées à l'atelier de la confection, la fabrication des coussins en drap est remplacée par la fabrication de coussins-pneumatiques;

La direction participe à l'organisation, semble-t-il, d'une entente industrielle patronale de l'industrie automobile et commence à passer à l'extérieur tout ce qui n'est pas fabrication des voitures en série.

Entente industrielle patronale, rationalisation sont des mesures patronales prises pour mieux briser les conquêtes ouvrières et leurs organisations syndicales.

Face à un patronat de combat, pas de conciliation, d'atermoiements mais organisation, préparation de la lutte d'ensemble des travailleurs de la métallurgie de tout le pays, à l'exemple de juin 1936, pour briser l'offensive patronale, pour imposer les réajustements de salaires, l'échelle mobile, le contrôle de l'embauche et de la débauche par les délégués d'entreprises, la retraite aux vieux travailleurs payée par les patrons et par un prélèvement sur les budgets de guerre et de police de l'impérialisme français.

dans les boites

A EPINAL (Vosges)

GREVE AU GARAGE RENAULT

Le 6 octobre une grève s'est déclenchée au garage Renault d'Epinal, dont le directeur est M. Lerey; les ouvriers au nombre d'une quarantaine, ont occupé les locaux. La grève est due à plusieurs causes : tout d'abord, au cours du mois dernier, ils avaient demandé des augmentations de salaires pour les jeunes ouvriers et les employés, particulièrement exploités. Par ailleurs, ils avaient adressé à la direction des usines Renault, à Billancourt, une lettre protestant contre l'attitude du directeur, maladroit envers les clients.

N'ayant pas reçu de réponse au 1er octobre, la grève fut décidée si satisfaction ne leur était pas donnée. Le 6 octobre donc, ils reprirent le travail normalement et attendirent que la paie fût distribuée pour voir si les augmentations étaient accordées. Comme il n'en était rien, ils remirent au directeur lui-même un questionnaire revendicatif et occupèrent les locaux en attendant de recevoir satisfaction.

M. Lerey refuse de discuter tant que les locaux ne seront pas évacués, et il a répondu au mouvement par une lettre congédiant tous ceux qui n'auraient pas accepté de reprendre le travail avant midi. Déjà, les dirigeants de la C. G. T. proposent l'évacuation des locaux pour faciliter les pourparlers, disentils; mais ce ne sont que des tromperies.

Camarades grévistes de chez Renault, allez-vous vous laisser trahir comme les gars de chez Baumann ou de l'habillement de Rambervilliers ? Les gars de chez Baumann ont fait confiance aux réformistes et aux staliniens, ils ont évacué l'usine, et ils ont fait grève pendant 4 mois pour de la peau; malgré leur courage, Baumann les a eus. Dans une usine de l'habillement à Rambervilliers, il y a eu une grève dont ni les journaux ouvriers ni la C.G.T. ne se sont occupés. Sans doute, M. Mayau, de l'Union départementale, préfère aller à la pêche pendant que les ouvriers combattent et crèvent la faim.

Vive la C. G. T., mais à bas les bonzes traîtres. Camarades de chez Renault, si à votre tour vous ne voulez connaître les cruelles déceptions des gars de chez Baumann, passez à l'action de masse. Solidarité active de tout le prolétariat des Vosges, réunions partout, collectes, mais avant tout grève de solidarité de toute la branche dans les Vosges !

Charles SASSO,
Syndiqué à la C.G.T.

LES GARS DU BATIMENT

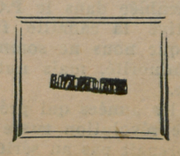
APRES l'échec de la grève démonstrative du 22 juin, suivie du lock-out du 23, la Fédération du bâtiment réussit à calmer les mécontents en préconisant une grève nationale de 24 heures pour le 11 août. Mais devant la menace d'un nouveau lock-out pour les 12, 13 et 14 août, la Fédération céda et cette grève n'eut pas lieu. Pour calmer le mécontentement, on laisse entendre qu'il nous faudra profiter du mouvement des autres industries en octobre-novembre, en particulier de la métallurgie.

Il y a présentement dix foix plus de petites grèves de différentes corporations qu'au mois de juin. Devant l'esprit de lutte des ouvriers, il est très difficile à la région fédérale d'empêcher qu'elles se transforment en grèves intercorporatives de chantiers. A la dernière assemblée des cimentiers de ce mois, Racamond est venu affirmer qu'il ne fallait accorder qu'un délai de huit jours pour qu'une réponse favorable au rajustement des salaires de 15 % soit faite.

Les ouvriers du bâtiment n'ont rien à espérer de la procédure de conciliation.

CHEZ LES OUVRIERS DU LIVRE

6 et 7 *novembre* 1937 *: Congrès des délégués d'atelier du livre parisien.*



Le patronat du Livre parisien a fait connaître son intention de s'opposer à toute amélioration de la Convention Collective actuelle. Mais les travailleurs du Livre ne l'entendent pas ainsi : dans leurs assemblées ils ont déjà formulé leurs revendications nouvelles qu'ils voulaient faire inclure dans leur Convention actuelle à son renouvellement.

Quelles sont les plus importantes de ces revendications nouvelles ?

— D'abord que les délégués n'existent pas « pour présenter à la Direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites » mais existent comme représentants qualifiés des travailleurs, élus et révocables par eux, pour toutes leurs revendications individuelles ou collectives. (Il faut donc modifier les articles 4 et 5, chapitre 2, de la Convention, dans ce sens).

— Obligation de réembauchage des jeunes ouvriers libérés du service militaire, dans le mois qui suit leur libération, par les patrons où ils travaillaient au moment de leur départ au régiment. (Modifier l'article 20 du chapitre 5).

— Création d'une caisse de compensation, alimentée par les patrons, permettant de faire bénéficier des congés payés tous les travailleurs au prorata de la durée de leur travail. (Ajouter un article au chapitre 5).

— Engager la lutte pour l'abrogation de la loi sur la conciliation et l'arbitrage obligatoire et rendre à la classe ouvrière son autonomie de lutte contre le patronat. (Ce qui entraîne la suppression du chapitre 8).

— Droit d'éligibilité comme délégués à tous les travailleurs âgés de 18 ans au moins, quelle que soit leur nationalité ou leur race. (Modifier l'article 3 de l'annexe n° 1, en conséquence).

— Reconnaissance du droit de contrôle de l'embauchage et du débauchage par les délégués d'atelier afin d'engager la lutte pour le contrôle sur toutes les affaires industrielles et commerciales du patron et pour l'abolition du secret commercial derrière lequel se rentranchent les patrons à chaque fois que leurs profits capitalistes sont mis en cause par la classe ouvrière.

Nous ne pensons pas à l'action isolée de notre boîte. Ce sont les patrons et certains bonzes syndicaux qui ont poussé les travailleurs des H.C.R.B. de la S.I.M.C.A., etc., aux conflits partiels pour les saboter ensuite (ils font partout évacuer les usines).

Non, il faut préparer l'occupation de masse dans la métallurgie pour faire aboutir convenablement nos revendications. C'est le seul moyen. A cette fin, exigez la convocation immédiate d'un congrès des délégués ouvriers des métaux du 13e.

Pour que notre C. G. T. devienne une véritable arme de lutte, participez à sa vie, faites-y valoir vos revendications, faites appliquer vos décisions. Pour faire échec aux capitalistes affameurs, vive le congrès des délégués ouvriers de la métallurgie.

Rabcor.

(Extrait du numéro 6 (octobre 1937) du « Bolchevik »-Gnome et Rhône, édité à 2.000 exemplaires par le rayon du P.O.I. du 13e arr. de Paris.)

LE CONGRÈS FÉDÉRAL DES TECHNICIENS

Samedi 16 octobre la Fédération des techniciens tenait une conférence nationale, suivie le lendemain d'une réunion plénière de la commission administrative fédérale et de réunions de sections fédérales par branches d'industrie : aviation, électricité, automobile, constructions navales.

La première séance de la conférence nationale fut consacrée aux discours des réformistes Belin et Schevenels, secrétaire de la F. S. I. Elle s'est terminée par l'adhésion à la Fédération internationale des employés et techniciens.

Bécat, secrétaire fédéral, a fait le soir un exposé, tour d'horizon de l'action syndicale de la Fédération. L'ordre du jour portait : **L'intégrité de la Fédération des techniciens.**

Nos lecteurs sont déjà au courant des attaques multiples que subit cette organisation, adhérente à la C. G. T., de la part des dirigeants staliniens. Ces derniers ne peuvent supporter l'existence, indépendante d'eux, d'une organisation syndicale en contact dans toutes les usines avec les ouvriers et qui s'est prononcée contre l'arbitrage obligatoire, pour le maintien de la tactique gréviste avec occupation de masse des entreprises. C'est un contact dangereux pour la politique de conciliation, de collaboration des classes du parti « communiste ».

D'ailleurs, après l'exposé de Bécat, l'ensemble des camarades ont déclaré qu'à la base existait la fraternité la plus grande entre ouvriers et techniciens, unis devant le patronat pour le combattre.

Ce sont seulement les dirigeants staliniens qui s'efforcent de diviser nos forces unies. Un délégué a même fait allusion à un fait qui s'est produit dans sa région, où les chefs syndicaux staliniens préfèrent traiter avec le syndicat professionnel des techniciens plutôt qu'avec la Fédération des techniciens de la C. G. T. Jusqu'où va l'hostilité de ces dirigeants à une politique syndicale de lutte de classes !

Mais les camarades techniciens sauront défendre leur orientation et leur organisation syndicale sans se laisser divertir de leurs luttes contre le patronat. Aussi les assises des sections fédérales prirent les mesures indispensables pour opposer aux ententes industrielles patronales les formes de lutte qui conviennent.

L'appui momentané qu'apportent à la Fédération des techniciens Belin et ses amis pour satisfaire leur lutte anti-stalinienne sur le terrain de l'appareil syndical, ne peut faire oublier aux techniciens la nécessité de porter le conflit de tendances déclenché par les chefs staliniens sur son véritable terrain : celui de la lutte contre le patronat par les méthodes de la lutte des classes.

13 NOVEMBRE
Fête de Révolution

DERNIÈRE HEURE

La décision du Conseil des Ministres.

Mardi, 19 octobre. — *Nous apprenons officieusement que le gouvernement de Front Populaire s'il vous plaît, aurait l'intention de jeter en aumône aux fonctionnaires la somme dérisoire de 800 francs par an d'indemnité de vie chère et 400 fr. supplémentaires pour Paris.*

EST-CE VRAI ?

Si oui les dirigeants de la Fédération postale sont au courant.

Le Conseil National est réuni en ce moment. Cacheront-ils encore longtemps leurs compromissions multiples pour trahir les intérêts des postiers.

Peut-être présenteront-ils comme une victoire l'obtention de la part du gouvernement de la mise en vigueur de ces projets le 1er novembre au lieu du 1er janvier 1938 ?

De l'application de la semaine de 40 heures on n'en parle pas !

Alerte, camarades fonctionnaires, postiers ! Manifestez partout votre volonté de lutte !

NOS JOURNAUX D'USINES

Bas les pattes devant les 40 heures !

Camarades de l'Union des Syndicats et du parti communiste...

Etes-vous d'accord avec nous que pour une chose aussi grave que les 40 heures, si l'on y touche en un point quelconque et dans n'importe quelle branche d'industrie, nous passions outre aux discours de Chautemps et Cie, tous ensemble comme en juin 1936, par l'occupation généralisée de toutes les usines et entreprises, car c'est la seule façon de faire respecter nos droits acquis, de faire reculer le patronat et ses nervis fascistes jusqu'à la victoire révolutionnaire des ouvriers et des paysans de ce pays.

Hors de cela, il n'y a que des phrases creuses, des intrigues de bureaucratie, des tromperies envers la classe ouvrière d'où il va résulter la défaite du prolétariat.

Nous, bolcheviks-léninistes de la IVe internationale, nous sommes pour la victoire du prolétariat. C'est pourquoi nous parlons clair et appelons les camarades à prendre eux-mêmes en main la défense des 40 heures.

Si on y touche, occupons partout !

(Extrait d'un article du numéro 4 (15 octobre 1937) de « L'Exploité », édité à 500 exemplaires par la cellule d'entreprise du P.O.I. des établissements St-Chamond-Grannat, à Courbevoie.)

***

Un ouvrier métallurgiste écrit :

« ... Nous demandons l'application des décisions du Conseil national de notre fédération :

1° L'échelle mobile; 2° Contrôle sur l'embauche et la débauche; 3° Réajustement immédiat de nos salaires.

Camarades, ne vous laissez pas décourager par les dernières réunions ! Assistez tous aux assemblées générales et aux réunions d'équipes. La grève du timbre sert uniquement les endormeurs et réformistes staliniens. Faites respecter la démocratie syndicale (si souvent violée), soutenez les camarades qui défendent vos intérêts. Faites entendre votre voix d'exploités.

BOLCHEVIKS-LÉNINISTES : EN AVANT !

LA ROCQUE

exige l'interdiction du Congrès du P.O.I.

Dans *Le Petit Journal*, organe du P.S.F., du 12 octobre, on pouvait lire ceci :

LE GOUVERNEMENT
TOLERETA-T-IL
LE CONGRES OUVRIER
INTERNATIONALISTE ?
Il serait le prélude
de nouvelles agitations sociales.

Le 30 octobre, doit s'ouvrir à Paris, le congrès du Parti Ouvrier Internationaliste (IVe Internationale).

Plusieurs questions sont écrites à l'ordre du jour, en particulier, celle des occupations d'usines. En effet, depuis un an, ces éléments se trouvent à la base de l'agitation dans la région parisienne et leur attitude leur a valu la sympathie de nombreux communistes qui trouvent l'action des Moscoutaires trop timorée.

A la veille des renouvellements des contrats collectifs, les disciples de l'ancien compagnon de Lénine s'apprêtent à mettre au point tout un plan de grèves et d'occupations.

Le gouvernement qui prétend travailler au retour de l'ordre, a une excellente occasion, en interdisant ce congrès, de prouver qu'il tient à mettre un terme à l'agitation sociale méthodiquement organisée par des organisations qui vont chercher leurs mots d'ordre à l'étranger et qui se livrent, sur notre sol, à une besogne anti-nationale.

L'attitude de la presse réactionnaire et fasciste au cours de ces dernières semaines vis-à-vis de nous est tout à fait symptomatique.

Devant le mécontentement grandissant des masses ouvrières consécutif à la hausse croissante du prix de la vie, aux menaces qui pèsent sur les 40 heures et aux conquêtes ouvrières, le patronat et ses agents :

Les chefs radicaux, les La Rocque, Doriot, de Kérillis, etc., comprennent et sentent fortement le danger que représente pour eux l'avant-garde prolétarienne la plus consciente et la plus combattive rassemblée dans le P.O.I.

Car en définitive la canaille fasciste sait bien que nous ne sommes encore qu'une minorité, mais nullement négligeable.

Déjà pendant les années qui précédèrent la grande révolution russe la bourgeoisie ne prenait pas au sérieux le petit groupe des bolcheviks conduits par Lénine et cela lui coûta cher ! Elle ne tient nullement à recommencer avec nous une expérience analogue. C'est pourquoi dans tous les milieux patronaux, fascistes, gouvernementaux et staliniens, on lit nos journaux, nos brochures, on suit le développement de notre activité à la loupe... On craint par dessus tout ce petit groupe de militants irréductibles soudés par une solidarité à toute épreuve et sur un programme scientifique.

Pour nos adversaires de classe nous représentons en effet un danger non pas immédiat peut-être, mais en puissance.

Cela vient de ce que nous seuls aujourd'hui représentons et défendons les intérêts historiques du prolétariat révolutionnaire.

Nous le disons sans prétention, mais parce que c'est l'exacte vérité. La réaction sait toujours reconnaître ses adversaires les plus décidés et les plus irréductibles.

Notre P.O.I. qui a un peu plus d'une année d'existence au travers de difficultés considérables, a travaillé sans bruit mais avec méthode. Il a su s'adapter aux exigences de la lutte actuelle et au travail de masse qui en découle. Réussissant à s'infiltrer lentement dans les usines, dans les chantiers, dans les bureaux, forgeant petit à petit ses noyaux, travaillant dans les syndicats, le P.O.I. s'il sait persister prendra racine parmi la masse ouvrière et aura des citadelles solides dans les usines.

Dans la région parisienne il veillera à réglementer sa vie d'organisation et obtenir encore plus de méthode, de précision, de fermeté de la part de ses cadres et de ses militants.

En province, il s'efforcera de construire et de fortifier ses régions qui se développent lentement mais sérieusement.

Sur le plan politique, sur la situation française et internationale, il contrôlera les perspectives tracées lors du congrès d'octobre 1936, verra si elles sont vérifiées par les faits ou si une révision de nos mots d'ordre s'impose.

Telles sont en gros les tâches considérables qui s'imposent à notre organisation lors de notre 3e Congrès National.

Au moment où toute la classe ouvrière devra fêter cette année le 20e anniversaire de la grande révolution russe des ouvriers et des paysans, notre 3e Congrès qui se tient vingt ans après prend cette année toute sa signification.

LA LUTTE OUVRIERE.

Paul Vaillant-Couturier

...Train rouge, après tant de trains tri-
[colores !
— En ai-je donc pris, en ai-je donc
[pris...
. . . . . .
...Trains fous de mil neuf cent dix-sept;
Gares-révoltes, cris-arrêts,
brusque éclatement des colères,
autos de généraux par terre,
poings tendus, grenades, fusils,
mais hélas, fusillés aussi...
Combien il en faudra de trains rouges,
comme il en faudra de nombreux en-
[core
pour guérir tout le mal sonore,
fait par les clairons des trains trico-
[lores...
. . . . . .
...Mets ton pavillon clair en berne,
Train rouge, voici la caserne
bourgeoise.
La mitrailleuse qui nous tuera
elle est dans le magasin d'armes
de cette caserne-là,
de cette caserne bourgeoise.
...La mitrailleuse qui nous tuera
au nom de l'union de tous les Fran-
[çais.

(P. Vaillant-Couturier: *Trains Rouges*, Editions Clarté, 1922.)

Vaillant-Couturier est mort; mais depuis longtemps son programme était redevenu :

...Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre, drapeau tricolore, la France aux Français, Union de tous les Français !...

Il y a longtemps que le Vaillant-Couturier des Trains Rouges était mort !

Vaillant-Couturier est mort : *Vive Lénine !*

LE COIN DES JEUNES

UNITÉ DE LUTTE DE LA JEUNESSE TRAVAILLEUSE CONTRE LA GUERRE ET CONTRE LES DEUX ANS

Après de multiples propositions du *Comité Central des J.S.R.* aux autres organisations de Jeunes, un accord a été réalisé *contre les deux ans* entre les organisations ci-dessous désignées. Il s'agit maintenant de passer concrètement à l'action afin que cet accord soit autre chose que des phrases.

⁂

Après plus d'un an d'existence du Front Populaire Gouvernemental, la jeunesse ouvrière se trouve placée devant une situation lourde de dangers. Les promesses de 1936 n'ont pas été tenues. Les deux ans ont été maintenus. Les budgets de guerre n'ont jamais été aussi élevés. Le Gouvernement de Front Populaire continue et renforce la politique impérialiste des gouvernements bourgeois passés.

La jeunesse ouvrière est particulièrement visée par les conséquences de cette politique impérialiste.

Devant cette situation, les organisations suivantes : J.A.C., J.S.R., J.S. (F.A.) ont décidé d'appeler les jeunes travailleurs à l'action contre la guerre et le militarisme :

1. Pour la lutte contre les deux ans ;
2. Pour la lutte contre la militarisation de la jeunesse et le projet Dézarnaulds ;
3. Pour la lutte contre les illusions pacifistes et la S.D.N. qui est toujours « un repaire de brigands impérialistes ».

Pour nous l'ennemi principal reste notre propre impérialisme.

A BAS LA GUERRE ! A BAS LES DEUX ANS !

Jeun. Social. Révol.; Jeu. anarch.; Jeun. Social. autonome.

SOLDATS ET PROLÉTAIRES

Réponse aux "Conseils à ceux qui partent"

Maurice Léchaux, rédacteur en chef de l'*Avant-Garde*, organe des J.C. ne se contente pas d'être un plaisantin, en conseillant aux soldats de se laver les pieds « s'ils sont dans l'infanterie », de ne pas compromettre leur santé et de ne pas faire de peine à maman (les J.C. devant servir à la repopulation française), de se méfier des filles. C'est également un pourvoyeur de geôles militaires et de conseils de guerre.

Nous sommes depuis deux années dans l'armée « républicaine, laïque et obligatoire » et nous avertissons les jeunes ouvriers qui vont avoir à apprécier la « joie et la fierté » d'être soldat, de se méfier des conseils de Léchaux.

Il y va de leur sécurité et il est préférable qu'ils ne les soumettent pas à l'expérience.

Voici ce qu'on peut lire dans le dernier numéro du *Conscrit* édité par les jeunesses dites communistes :

CITATION : « *Pas de travail illégal* ». ...Restez lié par correspondance avec vos camarades de « travail ». Fréquentez les fêtes les permanences du Front Populaire de votre garnison. *Vous en avez le droit*, déclare Léchaux.

Un officier ayant foi dans la naïveté de ses subordonnés pourrait à la rigueur leur donner ces conseils *provocateurs*.

Aucun travail n'est légal dans l'armée.

Le troufion n'en a *aucun droit*, il est interdit à tout soldat d'avoir une liaison civile à caractère politique, de fréquenter les bars à permanence et à plus forte raison les fêtes et les permanences du Front Populaire surtout dans leur ville de garnison !

Exemple : Le caporal C... a été envoyé au 48e à Guingamp purger sa peine de soixante jours de prison (dont 15 de cellule) : Motif : a assisté à des fêtes du Front Populaire dans son ancienne garnison... Aix-en-Provence.

CITATION : Si vous avez des réclamations justifiées (sic) à formuler et que les « formes légales » (resic) vous le permettent, utilisez-les ! Sinon alertez la presse du Front Populaire, adressez une « *lettre collective* » au ministre de la Défense Nationale.

Ensuite, vous n'aurez plus qu'à demander votre billet d'écrou, ainsi que cela est arrivé cette année à des soldats qui avaient suivi ce conseil. En effet, de telles lettres adressées à « *Daladier la guerre* » sont renvoyées par ses soins aux supérieurs hiérarchiques du réclamant.

Nous passons sous silence les embrassades destinées aux sous-officiers qui sont issus du peuple » dont les conscrits apprécieront l'ivrognerie et la brutalité.

Assez pour ce mouchard de Léchaux, remercions à présent chaleureusement les députés communistes qui interviennent pour défendre les soldats et plus particulièrement Gitton qui s'est appitoyé sur le sort des officiers et sous-officiers... et qui n'a fait que cela.

Un groupe de soldats du 48e et du 37e R. I.

SAMEDI 13 NOVEMBRE
à 20 h. 30 Salle Susset q. Valmy
FETE DE « REVOLUTION »
organe de combat des J.S.R.
GRAND CONCERT
GRAND BAL DE NUIT
Prix d'entrée : 5 fr.

C'est notre prochain congrès qui décidera de la périodicité, du prix, de la diffusion de la Lutte Ouvrière ; *et sans aucun doute tout sera examiné pour la reparution hebdomadaire.*

Mais dès avant le Congrès il faut se préparer au relancement de notre organe; il n'y a pas besoin d'attendre les décisions du Congrès pour que chaque membre du P.O.I. s'abonne, pour collecter des abonnements de propagande (13 nos : 5 fr.) *et des souscriptions, pour envoyer des listes d'abonnés possibles (remercions de leurs listes les camarades des Vosges et du 9e, mais qu'attendent les autres ?).*

⁂

Cellules et dépositaires de province réglez immédiatement tous les journaux vendus avant octobre, envoyez les journées de salaire dès qu'une partie est versée.

⁂

Rappelons que tous les fonds pour la Lutte Ouvrière *doivent être envoyés au compte chèque postal A. Bardin* 1907.81-Paris.

Que nos camarades de province suivent l'exemple des cellules de *Saumur, Valence, Marseille,* qui payent à l'administration de « La Lutte », non seulement les journaux commandés mais encore les frais d'envois par poste.

⁂

UNE EDITION SPECIALE POUR LE 20e ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

Afin de célébrer cette année le 20e anniversaire de la Révolution Russe d'Octobre 1917, l'administration et la rédaction préparent un numéro spécial de **La Lutte** qui sortira pour le **Jeudi 4 Novembre.**

Que déjà les camarades fassent de grands efforts, souscrivent, abonnent des sympathisants, et préparent une diffusion de masse.

Cela nous occasionnera des frais supplémentaires : **Souscrivez et collectez !**

SOUSCRIPTIONS

Andrée, 15e	10	»
19e cellule	50	»
15e cellule	102	»
20e cellule	20	»
Cellule de Valence	50	»
Cellule de Conflans	50	»
S. de Strasbourg	50	»
De Fès	155	»
Camarades de Royan	50	»
Paul R.	9	»
Aiache	10	»
Costa 18e	2	»
Aker	50	»
Verdier 19e	10	»
Cohen	300	»
Un poète sympathisant	30	»
M. 15e	5	»
Praux	100	»
Akoka	10	»
Somme 19e	5	»
Bar 20e	28	»
Souscription Conflans	27	50
Marcel, de Valence	25	»
De Grenoble	50	»
J.-M. Casablanca	10	»
Total de la quizaine	1.213	50
Total général	4.069	50

CONVOCATIONS
P. O. I.
Comité de rédaction de « LA Lutte » :

Prendre note que « La Lutte » paraissant un jour plus tôt, la rédaction se réunira vendredi 29 octobre à 18 h. 30 au Centre. Les articles devront parvenir le lundi soir avant 18 heures.

Permanence de l'administration :
Mardi, vendredi et samedi, de 17 h. à 20 h. 30, au local central :

—o—

3e et 4e cellule : vendredi. L.H. habituels.

11e cellule : jeudi, Bar Parmentier, avenue de la République.

13e cellule : vendredi. Local.

Attention : **Le Bolchevick,** organe du P.O.I. de chez Gnôme et Rhône du mois d'octobre est paru. Le retirer à la permanence du local du 13e.

15e cellule : vendredi au local.

17e cellule : mardi, local.

18e cellule : vendredi, L.H.

19e cellule : vendredi, au local.

20e cellule : mercredi, au local.

Bécon : jeudi.

Colombes : jour et lieu habituels.

Saint-Denis : lundi, 27, rue de Strasbourg, au local.

Conflans-Sainte-Honorine : samedi, chez Dauthuile, 15, av. Carnot.

Les cellules de Paris, banlieue ou province désirant insérer leurs convocations de réunions doivent nous les faire parvenir avant le lundi 19 h. dernier délai.

—o—

J. S. R.

3e et 4e cellules : vendredi 21 h., 44, rue des Archives.

11e cellule : jeudi, 36, rue Oberkampf, 21 heures.

13e cellule : jeudi, 21 h. Local des Campeurs Prolétariens, 133, bd de la Gare (6e étage sur la cour).

15e cellule, 96, rue St-Charles.

17e cellule : vendredi, 123, av. de Clichy. Campeurs Prolétariens.

18e cellule : le vendredi, 21 h. L. et H. habituels.

19e cellule : jeudi, 152, av. Jean-Jaurès.

20e cellule : mercredi, 44, rue du Borrégo.

Bécon : jeudi L. et H. habituels.

Le Gérant : AIACHE

Imprimerie "La Renaissance"
11, Rue de Tanger, Paris-19e

CERCLE D'ETUDES
MARX-LENINE
(2e année 1937-1938)
Mercredi 27 octobre à 21 h.
Café Duclot
79, avenue de St-Ouen (17e)
(Métro Marcadet-Balagny)
2e COURS
L'Expérience Anarchiste en Espagne
Orateur : ROUS du Bureau Politique du P.O.I..
(Invitation à tous les antifascistes.)

NOS MEETINGS

contre la guerre

20 OCTOBRE

12e *arrt* : 73, avenue Daumesnil. Orateurs : ROUSSET, Comité Central P.O.I.; CORVIN, Comité Régional P.O.I.

⁂

24 OCTOBRE

Château-Thierry : orateur NAVILLE du Comité Central du P.O.I.

⁂

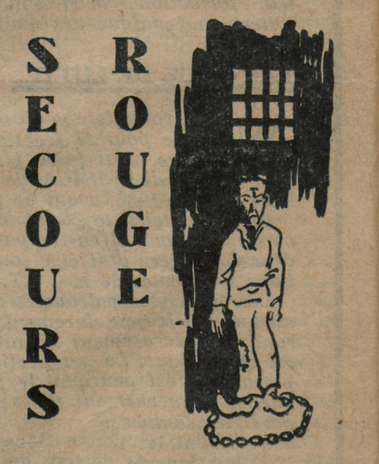
26 OCTOBRE

11e *arrt* : 6, rue Popincourt. Orateur: STEVE, du Comité Central J.S.R.
18e *arrt* : Salle Trétaigne, 6, rue Trétaigne. Orateurs : PRAUX du Comité Central P.O.I., CAJOT, du Comité Central J.SR.

⁂

27 OCTOBRE

Marseille : à 18 h. 30, salle de la dégustation, 16, marché des Capucines. Orateur : FRANÇOIS, secrétaire régional P.O.I.



En France, en Afrique, en Indochine, partout dans le monde, la bourgeoisie fasciste et démocrate sévit. La répression s'abat, des victimes tombent.

En France, *licenciements et expulsions. Les travailleurs émigrés suspectés, traqués pour avoir osé élever la voix afin d'avoir une amélioration de leur sort.*

En Indochine *des hommes font la grève de la faim, risquent leur vie en exigeant de l'impérialisme un sort meilleur pour les leurs.*

En Afrique du Nord *la police tire sur la foule qui veut du pain et de l'eau.*

Il faut faire revivre efficacement le sentiment de la solidarité prolétarienne. Que chaque ouvrier se ressaisisse et se pose la question : Qu'ai-je fait pour les victimes ? *Il faut faire reparaître les sentiments qu'exprimait le S.R.I. qui a sombré dans le nationalisme étroit d'un « secours populaire de France » et qui se réduit en section de secours localiste.*

Il nous faut de l'argent, *pour aider les victimes.*

Il faut que nous ayons un « Fonds de Solidarité Internationale ». N'attendez pas, aidez-nous, une somme, si minime soit-elle, rendra service.

Versez au compte chèque postal : Filliatre, Maisons-Alfort 2148-36.

Conflans Ste Honorine

Un nouveau rayon du Parti

Un nouveau rayon du Parti vient de se constituer à Conflans uniquement composé d'ouvriers. Plusieurs membres du nouveau rayon sont des militants ouvriers responsables.

A peine constitué le rayon a décidé de participer à la campagne du Parti contre la guerre et pour la contre-offensive ouvrière.

SAMEDI 3 OCTOBRE s'est tenue une première réunion pour *Conflans-centre* à la Mairie. Bien qu'elle ait été préparée sans affiches, mais seulement avec quelques dizaines de tracts, le président, notre camarade CASTEL, de la L.T.T., ouvrit la réunion devant une salle bien garnie. Un auditoire d'ouvriers sérieux et attentifs fit bon accueil aux exposés de nos camarades BOITEL et CRAIPEAU.

Deux contradicteurs communistes dont le camarade Alix qui affirma son accord pour *la milice ouvrière.* Deux adhésions au P.O.I. Les staliniens devant l'activité de notre rayon lancent contre notre organisation des tombereaux de calomnies et d'injures.

Dans le dernier numéro de leur organe régional ils écrivent que nos camarades *Craipeau* et *Fred Zeller* sont des agents de la police politique allemande. Notre rayon poursuit le journal stalinien devant les tribunaux.

Nous reviendrons là-dessus dans notre prochain numéro.

Colombes

Bas les pattes devant Blanchard !

La *Voix Populaire,* organe régional du P.C.F., déverse périodiquement ses ordures sur les militants révolutionnaires. Dans un dernier numéro elle s'en prend à *Raymond Blanchard,* ex-combattant antifasciste d'Espagne.

Nous ne polémiquerons pas avec les valets à gage de la bureaucratie moscovite. Contentons-nous de repousser ces saletés du pied.

Blanchard, en effet, ne peut être jugé par ces gens. Pour les travailleurs révolutionnaires honnêtes, rappelons que Raymond partit après bien des difficultés se mettre au service du prolétariat espagnol, qu'il combattit plusieurs mois, soit dans les milices du P.O.U.M., soit dans l'armée républicaine militarisée.

Sa conduite ne fut pas celle « d'un agent de Hitler » comme l'affirment les domestiques du P.C.F. puisqu'il devint avec galons d'officier et nanti de l'estime de ses camarades de combat.

DANS LA RÉGION PARISIENNE

Vendredi 22 octobre, à 20 h. 30 **Salle Wagram,** 39, avenue de Wagram (métro Etoile) :

Contre les Crimes de la Guépéou en Espagne **Grand Meeting** du Comité de défense de la Révolution Espagnole, sous la présidence de **Maurice Wullens,** directeur des « Humbles ».

Orateurs : **Marceau Pivert,** Parti Socialiste ; **Rous,** P.O.I. ; **Daniel Guérin,** Comité d'enquête sur le procès de Moscou; **Weitz,** J.S. autonomes; **Gabard,** J.S.R.; **Doutreau,** Union anarchiste.

Le P.O.I. et les J.S.R. s'adressent aux ouvriers dans des réunions de quartier

Au Petit-Colombes (Seine), une vingtaine de camarades à notre réunion. Excellente discussion, après l'exposé de notre camarade Rousset.

⁂

Dans le XXe, une quarantaine d'ouvriers à notre réunion, rue de Belleville. Après les exposés de Marat et Cojot, la parole est donnée à Cerf, des J. S. A. et à un camarade anarchiste. Un camarade des J. C. vint déclarer qu'il fallait mener une lutte révolutionnaire contre la guerre. Dans sa réponse, notre camarade souligna la nécessité d'un front unique de lutte entre les ouvriers communistes, socialistes, trotzkystes, anarchistes.

⁂

La section socialiste de Courbevoie organisait le 16 octobre un meeting sur la situation en Afrique du Nord, auquel assistaient 800 travailleurs, en grande majorité des Nord-Africains. Daniel Guérin, au nom du P. S., fit une intervention « gauche » mais sans conclusion ni mot d'ordre. Vierny défendit notre position. Un orateur du P. P. A. expliqua que les revendications de son parti ne visaient qu'à avoir au parlement des représentants qui défendraient leurs revendications à la tribune. Notre camarade Duco intervint alors en réclamant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il fut chaleureusement applaudi.

Notre assemblée d'information sur l'U.R.S.S.

Dimanche dernier se tenait, Salle de l'Homme Armé, une assemblée d'information du P.O.I. réservée à la question russe.

C'est devant une bonne assistance de camarades du Parti et des J.S.R. que les deux rapporteurs *Naville* et *Craipeau* développèrent leurs positions sur la question russe.

De nombreux camarades prirent part à la discussion qui fait bien augurer de la réussite de notre troisième Congrès national.

La place nous manque pour reproduire les deux principaux exposés, mais tous nos camarades pourront lire avec profit les rapports écrits édités à ce sujet à l'occasion du Congrès.

P. O. I. - RÉGION PARISIENNE
Conférence d'Informations
Dimanche 24 octobre à 14 h. 30
Salle de l'Homme Armé
44, rue des Archives
Ordre du jour :
La situation politique en France
La situation Internationale.
Rapporteur : ROUS
du Bureau politique du P.O.I.

GROUPE D'ETUDES
KARL MARX
Jeudi 28 octobre à 21 h
Local du «Campeur Prolétarien»
133, Bd de la Gare (13e)
6e étage sur la Cour
2e COURS
Conception bourgeoise et prolétarienne de l'histoire mondiale.
Nécessité de la violence dans le développement de l'histoire.
Orateur : **RIGAL**
(Entrée libre. Discussion libre)